

Décret n° 2003-266 du 14 Novembre 2003  
accordant un permis de recherche d'hydrocarbures liquides  
ou gazeux dit " permis Marine IV" à la société PERENCO  
EXPLORATION AND PRODUCTION CONGO Limited

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 24-94 du 23 août 1994 portant code des hydrocarbures;

Vu le décret n° 2002-341 du 18 août 2002 tel que rectifié par les décrets  
n°s 2002-364 du 18 novembre 2002 et 2003-94 du 7 juillet 2003 portant  
nomination des membres du Gouvernement;

Vu la demande de permis de recherche des hydrocarbures liquides présentée par  
la société PERENCO EXPLORATION AND PRODUCTION CONGO Limited, en date  
du 4 février 2002.

En Conseil des ministres,

DECRETE :

Article premier : Il est accordé, à la société PERENCO EXPLORATION AND  
PRODUCTION CONGO Limited, un permis de recherche d'hydrocarbures liquides  
ou gazeux dit "permis Marine IV" dont la superficie est réputée égale à 1.429,70  
Km<sup>2</sup>.

La superficie du "permis Marine IV" est représentée et définie par la carte et  
les coordonnées jointes à l'annexe I du présent décret.

Article 2 : Le programme minimum des travaux à exécuter sur ce permis de  
recherche est défini à l'annexe II du présent décret.

Article 3 : La société PERENCO EXPLORATION AND PRODUCTION CONGO  
Limited est autorisée à s'associer à d'autres sociétés pour la mise en valeur du  
permis de recherche visé à l'article premier du présent décret, ainsi que du  
permis ou des permis d'exploitation qui en découleront.

Article 4 : Le permis de recherche visé à l'article premier du présent décret a une durée initiale de quatre ans et pourra faire l'objet de deux renouvellements par période de trois ans, chaque fois dans les conditions prévues au code des hydrocarbures.

La superficie de ce permis de recherche sera réduite selon les modalités prévues à l'annexe III du présent décret.

Article 5 : La société PERENCO EXPLORATION AND PRODUCTION CONGO Limited versera à l'Etat congolais, un bonus d'un montant de deux millions de dollars US au titre de l'attribution du permis de recherche dit "Marine IV". Ce montant constitue un bonus non récupérable.

Article 6 : Le ministre des hydrocarbures est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, publié au Journal officiel et communiqué partout où besoin sera.-

2003-266

Fait à Brazzaville, le 14 Novembre 2003



Denis SASSOU N'GUESSO.-

Par le Président de la République,

Le ministre des hydrocarbures,



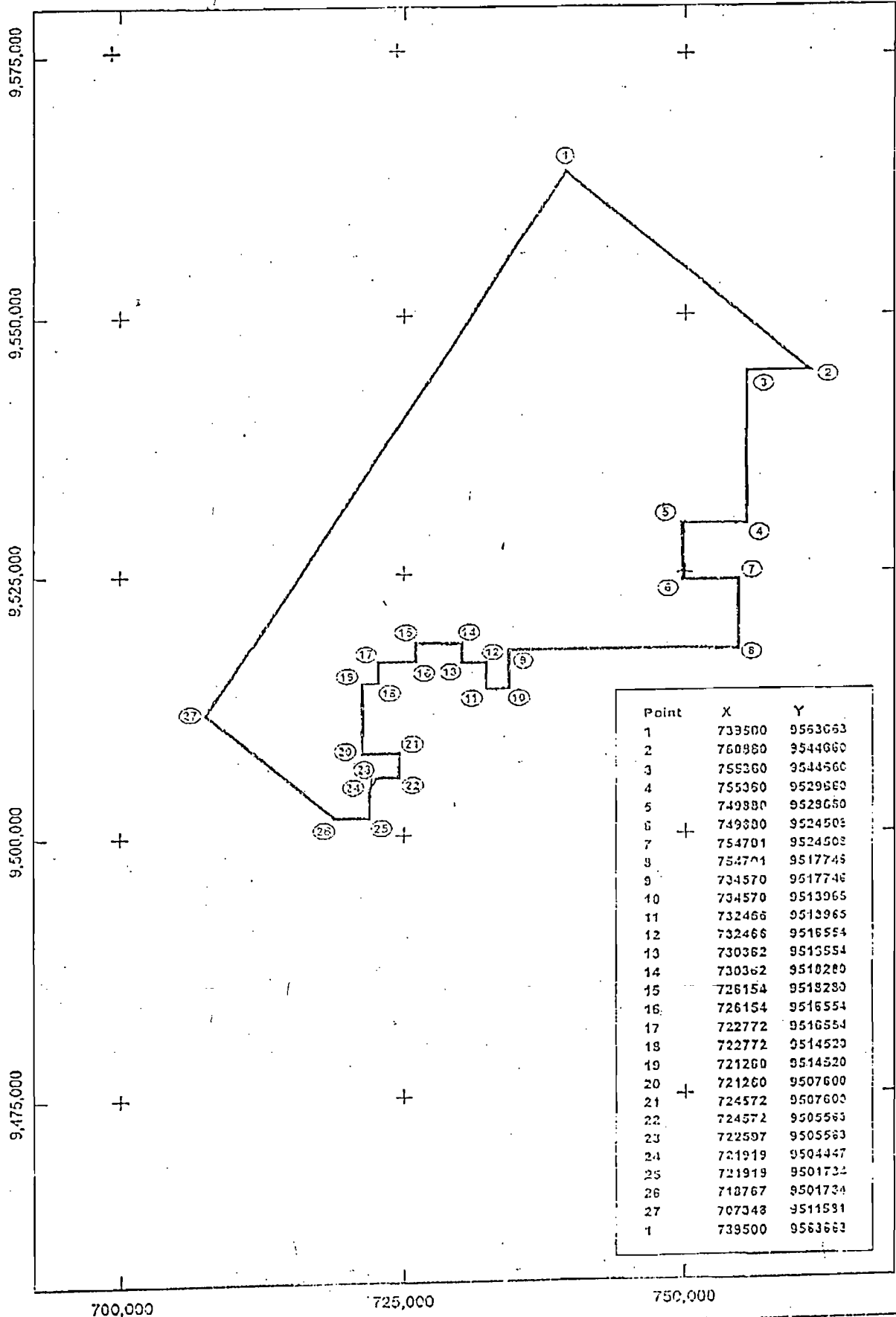
Jean-Baptiste TATI LOUARD

Le ministre de l'économie,  
des finances et du budget,



Rigobert Roger ANDELY

# ANNEXE I



MARINE IV  
PERMIT DEFINITION

## ANNEXE II

### PROGRAMME MINIMUM DE TRAVAUX

#### Période I : Quatre ans

Le programme minimum des travaux et l'obligation de dépenses correspondantes au titre de la durée initiale sont les suivants :

- Acquisition de 200 Km de sismique 2D ;
- Forage d'un puits ferme ;
- Forage d'un puits optionnel ;
- Etude de faisabilité du développement de Vandji.

Au cours de cette première période, la société PERENCO EXPLORATION AND PRODUCTION CONGO Limited financera à hauteur de cinquante mille dollars US sur quatre ans les études sur le bassin intérieur de la Cuvette et, à hauteur de deux cent mille dollars US sur quatre ans, la réalisation d'un projet social que le Congo définira.

#### Période II : Trois ans

Le programme minimum des travaux au titre de la deuxième période est le suivant :

- Forage d'un puits ferme ;
- Forage d'un puits optionnel.

#### Période III : Trois ans

Le programme minimum des travaux au titre de la troisième période est le suivant :

- Forage d'un puits ferme ;
- Forage d'un puits optionnel.

## ANNEXE III

### RENDUS

A la fin de la durée initiale du permis Marine IV, le titulaire de ce permis rendra vingt cinq pour cent de la superficie initiale de la zone de permis réduite de toutes zones couvertes par un permis d'exploitation ou pour lesquelles des demandes de permis d'exploitation auront été déposées.

A la fin du premier renouvellement du permis Marine IV, le titulaire de ce permis devra rendre la moitié de la zone de permis restant après déduction de toutes zones couvertes par un permis d'exploitation ou pour lesquelles des demandes de permis d'exploitation auront été déposées.

A la fin du deuxième renouvellement du permis Marine IV, le titulaire de ce permis rendra l'intégralité de la zone de permis restante, à l'exception de toutes zones couvertes par un permis d'exploitation ou pour lesquelles des demandes de permis d'exploitation auront été déposées.

# PERENCO

23-25 rue Dumont d'Urville  
75116 PARIS  
Tel. : 01 53.57.66.00  
Fax : 01.47.20.38.14



## TELEFAX MESSAGE


A / TO : M. Nestor TCHISSAMBOT  
Directeur Général des Hydrocarbures  
DE / FROM : M. Mouloud SAADA - PERENCO Paris  
DATE : 12/09/2003  
OBJET / SUBJECT : Marine IV  
PAGE(S) : 1

Monsieur le Directeur Général,

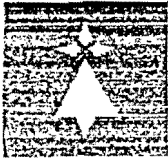
Nous avons l'honneur de vous informer que la société qui sera signataire du CPP Marine IV est "PERENCO EXPLORATION AND PRODUCTION (CONGO) LTD"

Cette société a son siège social à Nassau, P.O. Box N-10051, Bahamas, et sera représentée par M. Roland FOX son Président, à moins qu'il ne donne pouvoir à une autre personne.

En vous priant de bien vouloir amender en conséquence le texte de la page 1 du CPP, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de notre parfaite considération.

  
M. SAADA

PERENCO GENERALE DE HYDROCARBURES
Arrivée le 12 SEP 2003
Enregistré s/n° 1005



**PERENCO S. A.**  
Lyford Manor – Lyford Cay  
West Bay Street  
P. O. Box N° 10051  
NASSAU - BAHAMAS

**A :** Monsieur Jean-Baptiste TATYLOUTARD  
Ministre des Hydrocarbures  
Brazzaville,  
République du Congo

Le 4 février 2002

**Objet : Demande de permis**

Monsieur le Ministre,

Nous avons l'honneur de vous demander de bien vouloir nous octroyer le bloc libre Marine IV, à l'effet d'y entreprendre une campagne d'exploration.

Notre société est très intéressée par ce bloc dont le potentiel reste à évaluer une fois que les données techniques seront disponibles. Nous souhaitons à ce sujet prendre contact avec vos services dans les meilleurs délais pour accéder aux données.

Notre société opère déjà en République du Congo à travers deux entités : Congorep, qui opère le permis Emeraldé produisant 5 000 barils/jour, et CMS-Nomeco, qui opère le permis Marine I, dont la production journalière est de 14 500 barils. Les participations consolidées de notre groupe dans ces productions sont respectivement de 51% et 25%.

Nous avons l'intention de vous présenter une offre pour Marine IV rapidement, dès que nos services techniques auront une meilleure idée de son potentiel.

En vous remerciant des dispositions que vous voudriez bien prendre dans le sens de notre requête, nous prions de croire, Monsieur le Ministre, en l'expression de notre considération distinguée.

Jean-Michel Runacher  
Directeur Général